SIGE SERVICE INTERCOMMUNAL DE GESTION
Quai Maria-Belgia 18
1800 Vevey
Tél. 0848 180 180

Conditions d'utilisation pour le site https://my.sige.ch

En utilisant la présence internet du Service Intercommunal de Gestion, Quai Maria-Belgia 18, 1800 Vevey et en surfant sur https://my.sige.ch, vous acceptez les conditions d'utilisation suivantes :

1. Contenu

1.1 Sur son site internet https://my.sige.ch, le Service Intercommunal de Gestion met de nombreuses informations ainsi que des possibilités de communication et d'interaction à disposition des utilisateurs, permettant à ces derniers de trouver et d'échanger des informations et de proposer eux-mêmes du contenu par le système d'intégration de tiers (p.ex. demande de facture par e-mail, contact général, changement de propriétaire et locataire).

1.2 Tous les utilisateurs sont tenus à observer fidèlement la législation en vigueur et à ne pas diffuser, proposer ou mettre à disposition sur le site https://my.sige.ch du contenu ou des liens illégaux, pornographiques ou amoraux. Il est également interdit d'utiliser des données personnelles du site https://my.sige.ch si les conditions juridiques sur la protection des données ne sont pas respectées.

1.3 Il est strictement interdit de publier et de diffuser du contenu qui est protégé par toute forme de droits d'auteurs à l'adresse https://my.sige.ch si les autorisations légales ou contractuelles n'ont pas été demandées et obtenues.

1.4 L'envoi de messages de masse à contenu identique ou à contenu en grande partie identique (pollupostage ou spam) n'est pas permis.

1.5 L'envoi de données ou de programmes qui sont à même à entraver le matériel informatique (hard- et software) des utilisateurs est interdit.

1.6 Le non-respect des conditions d'utilisation peut amener à une suppression immédiate de profil d'utilisateur pour les services virtuels. Par ailleurs, le Service Intercommunal de Gestion se réserve le droit d'effacer sans préavis tout contenu qui ne respecte pas les principes énoncés ci-haut. Des procédures juridiques civiles et pénales en demeurent réservées à tout moment.